

Les Petits Pas des Sommets

Par Jean-Claude Courdy

Le sommet de Kananaskis au Canada n'a pas échappé à la règle des petits pas vers des objectifs sur lesquels les huit ont souvent des difficultés à s'entendre. Une fois l'accord réalisé, ce sont les moyens pour y parvenir qui divisent les grands. Il est vrai que ces réunions périodiques n'ont rien à voir avec une gouvernance mondiale. Elles incitent cependant à réfléchir sur ce qu'on peut considérer comme le plus fécond des concepts du 21ème siècle.

Les autorités canadiennes n'avaient pas choisi Kananaskis au hasard pour l'organisation du sommet du G8, les 26 et 27 Juin 2002. Coincé à l'ouest de Calgary à la frontière de l'Alberta et de la Colombie britannique, en bordure du parc national de Banff, dans un cirque de montagne accessible par une seule route, cette agglomération peuplée de caribous a tenu ses promesses en matière de sécurité. L'organisation de mouvements de protestations s'est avérée un leurre dans la ville de Calgary à une centaine de kilomètres, où pêle-mêle se mélangeaient journalistes, associations anti-mondialisation, agitateurs de tous poils. Quelques activistes défilaient au centre de la ville après avoir enlevé le bas avant le haut. Le sentiment qui prévalait chez les opposants au sommet pouvait se résumer dans l'expression d'un manifestant allemand: **"On est venu pour rien"**

Il faut remarquer que les opposants sérieux avaient préféré choisir symboliquement la localité de Siby au Mali, le pays le plus pauvre d'Afrique, pour exprimer leur refus du "Nepad", Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique qui se trouvait précisément au menu des huit à Kananaskis.

L'Intégration décisive de la Russie dans le concert des nations occidentales

Les décisions les plus concrètes du sommet ont concerné la Russie, avec bien entendu, l'accord de son président. L'ensemble des médias dans le monde n'a pas manqué de souligner l'empressement des présidents du G7 + 1 à devenir définitivement le G8. On peut y voir une des conséquences directes des événements du 11 septembre qui ont rendu inévitable, la solidarité des nations les plus exposées au terrorisme islamique. Il convient aussi de souligner que **cette reconnaissance de Moscou par ses pairs marque une étape décisive dans la reconquête par la Russie d'un statut de super puissance.** Quant aux chefs d'état européens, les discussions de Kananaskis ont confirmé ce qu'ils hésitaient à reconnaître formellement, à savoir la définition d'une nouvelle Europe de "l'Atlantique à l'Oural" comme l'avait pressenti en son temps le visionnaire général de Gaulle.

L'Intendance suit

Pour faire bonne mesure les chefs d'état n'ont pas lésiné sur les moyens à accorder au gouvernement russe pour être à la hauteur de son sacre. Vingt milliards de dollars, pas plus, pas moins, pour demeurer une puissance nucléaire crédible. Ce crédit exceptionnel dont les tiers-mondistes regretteront sans doute qu'il ne soit pas consacré au "Nepad", permettra à la Russie de moderniser son arsenal nucléaire. Le danger que celui-ci fait courir à l'ensemble du monde occidental est certes un bon prétexte; officiellement, ces vingt milliards de dollars sont justifiés: Ils sont le prix à payer pour la protection des populations civiles de l'ensemble européen. Mais

l'attribution aux russes de ce pactole démontre que désormais, **le président Bush situe la menace ailleurs qu'à l'est**. On en avait l'intuition, mais ce geste concret de confiance des américains sert de base à un nouveau départ solidaire des grandes nations vers des objectifs identifiés et reconnus, notamment la mise en œuvre de moyens pour que les instruments de la puissance demeurent sous le seul contrôle des états.

L'Aide à l'Afrique

Elle n'a jamais été le point fort des Etats-Unis, mais, entraîné par les lobbies canadiens et le Premier Ministre lui-même Jean Chrétien, le gouvernement Bush avait fait précéder le sommet d'une mission sur place de Paul O'Neil, secrétaire d'état au Trésor, tandis que l'ancien président Bill Clinton visitait récemment l'Afrique à titre d'émissaire des "dirigeants progressistes occidentaux". Sur place, quatre chefs d'état africains avaient fait le déplacement pour promouvoir ce "Nouveau Partenariat pour le développement, NEPAD": Les présidents d'Algérie, du Sénégal, du Niger et d'Afrique du Sud ont trouvé un accueil chaleureux auprès de toutes les délégations. Le Président Jacques Chirac avait saisi cette occasion pour annoncer que la France, président du G8 en 2003, proposerait des mesures concrètes et qu'elle augmenterait de moitié, l'aide publique au développement d'ici à 2006.

Des Résultats contestés

Avant même d'avoir été acquis, ces résultats étaient contestés par les participants au Contre-Sommet malien. Les documents du Nepad ont été rédigés par les chefs d'état africains eux-mêmes, considérés pour la plupart chez eux comme d'impitoyables dictateurs et qui de toutes les façons ne sont pas des produits de systèmes démocratiques. L'Afrique peut-elle en tirer un bénéfice à moyen et à long terme? Concrètement, sur le plan financier, c'est peu probable; cependant, on peut s'attendre à des retombées politiques si quelques principes susceptibles de mettre l'Afrique sur les rails de la démocratie et sur la voie d'institutions favorables à son développement, s'imposent désormais à tous. Après plusieurs années d'afropessimisme, Kananaskis marque, un renversement de tendance qui se concrétise par la volonté affichée des dirigeants africains de mettre fin à des guerres tribales interminables, à la fuite des cerveaux, à l'accroissement de la dette ainsi qu'à la progression de la pauvreté. Certes, les programmes énoncés dans le document du Nepad vont coûter des centaines de milliards de dollars, mais personne n'oublie et les dirigeants du G8 moins que quiconque qu'il s'agit d'un chantier à très long terme qui ne fait que s'ouvrir.

Arafat lâché par les Américains

Il ne pouvait pas y avoir de sommet sans que soit abordée la question du Proche-Orient et par là même celle du terrorisme. Or, par la volonté du président Bush, il semblerait que le problème ait été posé seulement à travers l'équation personnelle d'Arafat. Mais les événements sur place et les décisions du gouvernement israélien ont rendu inutile toute discussion sur l'avenir d'Arafat comme interlocuteur représentatif des Palestiniens. Sharon n'a plus en face de lui que le Hamas dont les liens avec Al Qaeda ont été démontrés. Mais que se passera-t-il si, lors des prochaines élections palestiniennes, Arafat est réélu ? Ce qui est certain, c'est que le gouvernement d'Ariel Sharon s'emploie d'un côté, à créer une situation inextricable sur le terrain, de l'autre à fixer des limites à la colonisation, puisque la poursuite de la construction du mur va rendre inévitable le rapatriement de certaines colonies juives trop avancées en territoire palestinien.

L'imbroglia politique est total. Pour les américains, il ne leur reste que le regret des deux occasions perdues de rendre provisoirement supportable l'affrontement israélo-palestinien. La méfiance réciproque d'Ehud Barak et d'Arafat avait fait échouer un compromis honorable pour les Palestiniens à Camp David, compromis que les Israéliens avaient rendu encore plus attrayant un peu plus tard en Egypte sous l'égide de Moubarak.

En cautionnant une tentative de déstabilisation d'Arafat, le Président Bush a délibérément sacrifié le rôle de médiateur des Etats-Unis au Proche Orient. Un proche avenir dira si ce quitte ou double avait un sens.

Le communiqué final

Si on s'en tient aux termes des conclusions de la Présidence canadienne du Sommet, la réunion du G8 a rempli les objectifs qu'elle s'était fixée:

- Défis représentés par la lutte contre le terrorisme
- Renforcement de la croissance économique mondiale
- Développement durable
- Création d'un nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique

Au-delà de ces questions et des réponses apportées, il faut garder présent à l'esprit qu'il s'agissait de la première réunion des chefs d'état des huit pays les plus puissants du monde depuis le 11 septembre 2001, encore sous le coup d'une menace qui n'avait jamais fait partie de l'arsenal classique répertorié.

La parade à cette menace a fait l'objet d'un accord secret sans fausse note dont les effets seront visibles dans un avenir proche. Il faut s'attendre à une version 3 du bouclier défensif dont les modalités pratiques n'ont pas fini de donner du fil à retordre aux théoriciens des droits de l'homme.

Jean-Claude Courdy

www.geopolitis.net